

litiques, si le sang versé à Bologne, à Ancône, à Rome, n'a été qu'une illusion théâtrale, ce serait encore un devoir pour la France de substituer à ces apparences menteuses des réalités positives, car, en intervenant arbitrairement dans les affaires du peuple romain, elle est devenue responsable de son avenir. Le plus triste signe de décadence qu'elle pourrait donner serait de ne pas comprendre que cette tâche glorieuse lui est imposée ou de reculer devant elle.

Déjà les projets se multiplient. Toutes les opinions politiques fournissent des plans d'organisation. Toutes les sectes dissidentes, Anglicans, Grecs, Protestants apportent à la papauté le secours d'une sollicitude touchante. Depuis la réintégration pure et simple du pape dans la souveraineté de ses pouvoirs temporels et spirituels, jusqu'aux idées les plus avancées de leur séparation, et par conséquent de leur affranchissement réciproque, tout est mis ou va être mis en question. Notre gouvernement, il faut du moins l'espérer, suivra hardiment la ligne qui se rapproche le plus de la séparation de ces deux pouvoirs dont la réunion est une cause de dissolution, et qui conduira les Romains, si le joug temporel est trop lourd, à s'affranchir même du joug spirituel. Tel est le but indiqué par les nécessités actuelles et les tendances de l'esprit humain. Si la papauté ne le comprend pas, si elle refuse son initiative; c'est à nous d'avoir de l'intelligence et de la prévoyance pour elle, il ne s'agit pas là de l'intérêt seul du peuple romain mais surtout de celui de la papauté. Il ne faut pas se fier ces maximes surannées de la diplomatie, que le pouvoir spirituel du pape ne peut exister qu'à la condition d'être également pouvoir temporel. Elles ont pu convenir à des temps où les prêtres et les évêques participaient aux devoirs et aux droits de la féodalité. Aujourd'hui les Russes et les Mahométans peuvent les croire utiles; mais l'occident moderne proteste. Est-ce que la France, l'Espagne et les autres pays catholiques ne conservent leur foi religieuse que parce que le pape conserve sa couronne temporelle? Est-il indispensable pour croire à l'infaillibilité religieuse du chef de l'Église de savoir que ses états sont les plus mal administrés et les plus arriérés de l'Europe? Est-ce que la *faillibilité* reconnue en matière de gouvernement ne tend pas au contraire à faire douter de l'*infaillibilité* en matière de religion? Parce qu'un homme se trompe sur un point, en concluez-vous qu'il doit avoir nécessairement raison sur un autre? En vérité nous ne comprendrions pas un gouvernement partisan systématique du pouvoir temporel du pape et poursuivant en France, pour *abus*, les évêques qui se réunissent sans permission, n'accordant pas même au clergé la capacité suffisante pour tenir les registres de l'état-civil; ayant soumis ici l'Église à l'État, et voulant ailleurs soumettre l'État à l'Église.

Croyez-nous: c'est déjà un assez grand malheur pour le vicaire du Christ d'être obligé de rentrer dans la capitale du catholicisme, à la suite d'une armée d'étrangers, n'y joignez pas celui d'être chargé de deux missions contradictoires. Débarassez-le de la responsabilité temporelle: c'est assez pour lui de porter le ciel sans plier. Plus vous aurez allégé son fardeau terrestre, plus vous aurez augmenté sa liberté véritable et mis sa grandeur à l'abri des orages.